

CONCOURS MONDIAL DE PROCÈS SIMULÉ DES DROITS DE L'HOMME NELSON MANDELA

CAS HYPOTHÉTIQUE DE 2023

DANS L'AFFAIRE ENTRE

CABUDURA ET M. LETTERS FOCUS

VERSUS

ÎLES VARANUS



Traduction des noms présents dans le dessin:

- Komodoen Continent: Continent Komodoen
- Drago-Zone: La Drago-Zone
- Nero: Nero
- Varanus Islands: Îles Varanus
- Sea of Dragon Blood: Mer de Sang de Dragon
- Squamata Kingdom: Royaume des Squamata

1. Dans cette affaire devant la Cour des Droits de l'Homme de Komodoen, le demandeur est M. Letters Focus, un citoyen des Îles Varanus (IV), et Coalition Contre les Affaires de la Mort et l'Affaiblissement des Affaires des Réfugiés (CABUDURA), une organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits de l'homme enregistrée aux IV. L'État des IV est le défendeur.
2. Les IV sont un pays situé à l'est du Continent Komodoen (CK). Le CK doit son nom aux dragons de Komodo qui habitent les forêts tropicales de savane, les sommets des montagnes, les plages, les plateaux rocheux et les terriers du CK. Les habitants des IV sont appelés Varanusiens. Les IV se composent de trois îles, à savoir Vara, Juqour et NeZuqour. Avant 1846, les trois îles existaient en tant que royaumes séparés - le royaume de Vara, largement habité par la tribu de Vara; le royaume de Juqour, largement habité par la tribu de Juqour; et le royaume de NeZuqour, largement habité par la tribu de NeZuqour. En 1839, Oga Gwevereshe (OG) devient le roi du royaume de Vara. En raison de ses prouesses militaires et des succès de ses armées, le roi Oga est populairement connu comme le guerrier OG. Après ses guerres d'expansion entre 1842 et 1846, le guerrier OG réussit à unir par la force les trois îles en un seul royaume - qui serait plus tard, en 1864, appelé les IV.
3. Les IV partagent une frontière avec la République de Varanidae, une nation au CK. Le long de cette frontière, il y a un territoire contesté appelé la Drago-Zone. La Drago-Zone est en grande partie une forêt vierge d'environ 398 miles carrés. Depuis 1986, les IV et Varanidae ont tous deux revendiqué la propriété de la Drago-Zone. En 2017, les deux nations ont convenu de soumettre leur différend à la Cour Internationale de Justice (CIJ). La CIJ n'a pas encore pris de décision à ce sujet.
4. Les IV et Varanidae étaient autrefois des colonies du Royaume des Squamata (RS). Le RS est une nation développée et puissante en termes géopolitiques. Les IV sont classés dans la catégorie des nations en développement, bien que de nombreuses personnes affirment qu'il s'agit, à toutes fins utiles, d'une nation développée. Les trois nations ont ratifié la Charte des Nations Unies (ONU) et sont membres de l'ONU.
5. La Constitution de 1983 des IV est la loi suprême du pays et toute loi incompatible avec les dispositions de la Constitution n'a ni force ni effet. À l'exception de la disposition sur le droit à la propriété, les droits civils et politiques et les droits socio-économiques et culturels de la Constitution des IV sont similaires en substance aux droits prévus par le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP) et le Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (PIDESC).
6. Les IV ont des Tribunaux Correctionnels, des Hautes Cours, la Cour Suprême et la Cour Constitutionnelle. Les Magistrates' Courts sont les juridictions inférieures et la Cour Suprême est la plus haute Cour d'appel pour toutes les questions autres que les questions constitutionnelles. La Cour Constitutionnelle des IV a une compétence exclusive sur les questions relatives aux droits de l'homme. Toute personne relevant de la juridiction des IV peut saisir la Cour Constitutionnelle d'allégations de violations des droits de l'homme.

7. Le système régional des droits de l'homme du CK est centré sur l'Union Komodoen (UK), la Charte Komodoen des Droits de l'Homme (Charte Komodoen) et la Cour Komodoen des Droits de l'Homme (CKDH). Le mandat et les fonctions de l'UK sont similaires à ceux de l'Organisation des États Américains. Les droits prévus par la Charte Komodoen sont similaires en substance à ceux prévus par la Convention Européenne des Droits de l'Homme. En vertu de l'article 29 de la Charte Komodoen, la CKDH a trois fonctions principales, à savoir: a) une compétence contentieuse; b) le pouvoir de prendre des mesures provisoires; et c) une fonction consultative. La compétence de la CKDH est soumise à une Déclaration d'Acceptation de la part des États membres. En termes de juridiction contentieuse, la CKDH est compétente pour décider si un État a engagé sa responsabilité internationale pour "violation de la Charte Komodoen ou de tout autre traité international relatif aux droits de l'homme ratifié par l'État concerné, ou des deux". La CKDH a le pouvoir de prononcer des mesures provisoires dans des cas urgents et critiques où il est nécessaire d'éviter un préjudice irréparable. En ce qui concerne sa fonction consultative, la CKDH répond aux questions présentées par les États membres de l'UK concernant la compatibilité du droit national, des mesures ou des normes avec la Charte Komodoen. Elle a également pour fonction d'interpréter la Charte Komodoen ou tout autre traité des droits de l'homme pertinent relatif à la protection des droits de l'homme sur le CK. Les règles de la CKDH en matière de recevabilité des plaintes sont similaires à celles contenues dans la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Seules les "victimes de violations des droits de l'homme" ont un statut juridique devant la CKDH.
8. Les IV ont ratifié, sans réserve, tous les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et leurs protocoles. Les IV sont également partie à la Convention de 1951 relative au Statut des Réfugiés (Convention sur les Réfugiés) et à son protocole de 1967. Le pays a également signé tous les traités de désarmement et de contrôle des armes des Nations Unies, y compris le Traité sur le Commerce des Armes de 2014. Le pays est partie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En 1994, le pays a signé l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC) et l'a ratifié en 1995. En 1996, les IV ont domestiqué l'accord ADPIC en adoptant la Loi de l'ADPIC qui reflète les dispositions de l'accord ADPIC. En ratifiant la Charte Komodoen, les IV ont également fait une déclaration acceptant la juridiction de la CKDH.
9. Ceux qui racontent l'histoire de la colonisation des IV commencent souvent par un homme appelé Mashayar Focus. Le Père Mashayar Focus est né en 1820 au RS. À l'âge de 26 ans, il a fondé Letter Main Focus, une église suivant la foi chrétienne qui est l'église dominante au RS. En 1863, la reine du RS a envoyé le père Mashayar Focus au CK pour une mission religieuse. En novembre 1863, le père Mashayar Focus est arrivé aux IV. Les historiens du RS considèrent le père Mashayar Focus comme l'une des principales figures de la "civilisation du CK".
10. D'autre part, les historiens des IV ont condamné le Père Mashayar Focus comme étant le précurseur de la colonisation du CK. Après la défaite du guerrier OG par les militaires du RS, les IV sont officiellement devenus une colonie du RS le 16 janvier 1864. La reine du RS a attribué au Père Mashayar Focus de vastes terres aux IV et lui, à son tour, a converti de force de nombreux habitants au christianisme tout en détruisant les religions locales dans le processus. À la page 42 de son livre de 2022 intitulé "Guerres terrestres, conquêtes et dépossessions des Varanusiens", le professeur Tapiwar Mendor, un historien renommé des IV, déclare :

“La dépossession des terres aux IV est antérieure à l'arrivée du Père Mashayar Focus. Pendant l'invasion coloniale, la dépossession des terres s'est faite selon les lignes raciales alors qu'à l'époque précoloniale, en particulier, pendant les guerres

d'expansion du guerrier OG, la dépossession des terres s'est faite selon les lignes tribales. Lorsque le guerrier OG a envahi les royaumes de Juqour et de NeZuqour, il a pris la plupart des terres agricoles fertiles et les a allouées à son propre peuple de la tribu Vara. Les peuples indigènes de la tribu de Juqour ont été fortement lésés lorsque le guerrier OG les a dépossédés des terres qui abritent les grottes du dragon de Komodo. Les grottes du dragon de Komodo sont des sanctuaires sacrés pour ceux qui croient au dieu dragon de Komodo. Bien que de nombreux Varanusiens croient au dieu dragon de Komodo, les membres de la tribu de Juqour ont toujours pensé qu'ils étaient la tribu élue et donc la plus proche du dieu dragon de Komodo.”

- 11.** En 1864, les terres où se trouvent les grottes du dragon de Komodo faisaient partie des terres qui ont été attribuées par la reine du RS au Père Mashayar Focus. Ces terres sont connues de nos jours sous le nom de Focus Ferme. Une fois occupé, le Père Mashayar Focus a détruit les cimetières locaux et de nombreuses grottes de dragon de Komodo. À la place des grottes du dragon de Komodo, il a construit le temple principal du Letter.
- 12.** Dès que les Varanusiens ont été soumis, des centaines de Squamatiens - des habitants du RS - ont migré vers les IV. Pendant le règne colonial du RS, les minéraux et autres ressources naturelles des IV ont été siphonnés vers le RS. En 1899 et à l'âge de 79 ans, le Père Mashayar Focus a fondé une société minière appelée FocusExtractives. FocusExtractives était l'une des sociétés minières qui réalisait d'énormes profits dans les IV en exploitant des minéraux précieux tels que l'uranium, le titane, le béryllium, le molybdène, l'aluminium, le nickel, l'argent et le cuivre.
- 13.** Le Père Mashayar Focus est mort en octobre 1913. Dans son testament, il a laissé FocusExtractives à ses trois fils. Cependant, il a laissé la Focus Ferme à son dernier fils, Lot Focus, car il le considérait comme le plus axé de ses fils. Le Père Mashayar Focus a également laissé une partie de ses biens à l'école de médecine de l'Université du Royaume de Squamata (URS) pour créer la bourse Focus, qui soutient les étudiants exceptionnels défavorisés. Sa relation avec l'école de médecine de l'URS a commencé plus tôt, lors de l'épidémie de grippe A/H1N1 de 1889-1893, lorsqu'il a fait don d'énormes sommes d'argent à l'URS pour la création d'un département de virologie. Depuis plusieurs décennies, l'école de médecine de l'URS est classée parmi les quatre meilleures écoles de médecine du monde.
- 14.** En novembre 1914, les trois fils du Père Mashayar Focus s'engagent dans l'armée du RS et participent aux combats de la Première Guerre mondiale, qui a commencé quatre mois plus tôt. En décembre 1914, les trois fils changent le nom de l'entreprise de leur père de FocusExtractives en FocusDéfense LPC. Focus Défense LPC est enregistrée aux IV. Outre l'extraction des minéraux susmentionnés, entre 1914 et aujourd'hui, FocusDéfense LPC a mené des activités de recherche, de traitement et de développement de véhicules militaires, d'avions, de navires, d'équipements militaires et de gilets pare-balles, de missiles et d'autres composants essentiels des technologies militaires. Ses bénéfices se sont particulièrement intensifiés pendant la Seconde Guerre mondiale.
- 15.** En 1949, Lot Focus a été impliqué dans une longue bataille juridique avec Ado Salt. La bataille juridique n'a été réglée que 6 ans plus tard, en février 1955, et Lot a perdu contre Salt. Il a été contraint de céder la Focus Ferme à Salt. Parce que la Focus Ferme lui étant très chère, la santé de Lot s'a détérioré et il est mort en mai 1955, laissant derrière lui sa femme enceinte. Durant l'hiver de juin 1955, la veuve de Lot donne naissance à un petit garçon et, conformément aux dernières volontés de Lot, elle le nomme Letters Focus.
- 16.** Entre-temps, les Varanusiens, qui étaient sous le joug du régime colonial depuis 1864, ont commencé en 1956 à s'organiser et à protester contre le régime colonial. Entre 1956 et 1962, ces

protestations n'ont pas abouti car elles ont été accueillies avec une force brutale par le gouvernement colonial, même si elles étaient pacifiques. En 1962, les manifestants ont décidé d'entamer une lutte armée. La lutte de libération des IV contre la domination coloniale a été menée par Kenpō Druid (KD), un membre fondateur de l'Armée de Libération de IV (LIBA). Plus tard, KD est devenu le premier président des IV indépendants. Après plusieurs années de combats entre la LIBA et le gouvernement colonial du RS aux IV - entre 1962 et 1983 - les parties belligérantes ont finalement accepté un cessez-le-feu qui a été suivi par l'Accord LIBA-RS de 1983. Cet accord a conduit aux premières élections démocratiques aux IV, au cours desquelles KD a été élu président. Les IV sont devenus le deuxième pays à obtenir son indépendance au CK après Varanidae, qui a obtenu son indépendance du RS en 1966.

- 17.** Bien qu'étant l'une des premières nations au CK à obtenir son indépendance, Varanidae est restée engluée dans une guerre civile meurtrière, des groupes armés locaux se battant entre eux et contre le gouvernement. À plusieurs circonstances, le gouvernement de Varanidae a accusé le commerce d'armes des IV - notamment par le biais de Focus Défense PLC - d'alimenter le conflit armé à Varanidae et de provoquer le déplacement des Varanidiens. À une occasion, le président de Varanidae est apparu à la télévision nationale et a déclaré : "Mon gouvernement apprécie que les IV nous aient soutenu dans cette guerre contre les groupes terroristes sur notre territoire en nous fournissant divers types d'armes. Cependant, nous sommes également conscients que les IV ont permis à Focus Défense LPC de vendre des armes au gouvernement de Mero qui, pendant des années, a armé ces groupes terroristes. Les IV sont au courant de ce flux illicite d'armes et n'a rien fait à ce sujet. Cette guerre insensée a entraîné le déplacement de nombreuses personnes et la crise actuelle des réfugiés dans la Drago-Zone. Ce qui est plus triste, c'est qu'en dépit d'être l'auteur de cette crise des réfugiés, les IV ont, en plusieurs occasions, refusé de soutenir les réfugiés de la Drago-Zone." Mero est une nation du CK située au nord des IV. En réponse, le gouvernement des IV ont défendu que les personnes dans la Drago-Zone ne sont pas des réfugiés et que même si elles l'étaient, les IV ne sont pas responsables d'elles.
- 18.** À l'âge de 25 ans, Letters Focus avait gravi les échelons de Focus Défense PLC et faisait désormais partie de sa direction. Entre 1979 et 1982, M. Letters Focus est apparu à la télévision nationale pour affirmer que Focus Défense PLC n'était pas responsable du conflit à Varanidae ni de la crise des réfugiés dans la Drago-Zone. Il a notamment souligné que Focus Défense PLC ne faisait pas de commerce d'armes avec qui que ce soit à Varanidae. Il a indiqué que sur le CK, sa société ne vend des armes qu'aux gouvernements des IV et Mero et ne peut être responsable de la destination des armes par la suite.
- 19.** En mémoire de son père, Letters Focus a également réussi à réunir des fonds et à racheter Focus Ferme de la famille Salt, pour laquelle le gouvernement des IV lui a délivré des titres de propriété. Au fil des années, Letters Focus a également fondé Focus Inc. et Focus Pharmaceuticals. Focus Inc. est devenue depuis une formidable entreprise mondiale de technologie de l'information et est enregistrée en Slovaquie. Il a également réussi à développer et à étendre Focus Pharmaceuticals, qui s'engage dans divers projets de recherche en collaboration avec la l'école de médecine de l'URS.
- 20.** En 1983, dans le cadre de ses conditions de négociation de l'accord LIBA-RS, RS a insisté pour que les nouveaux dirigeants des IV indépendants fournissent des garanties constitutionnelles sur les droits de propriété, en particulier les droits fonciers et miniers, contre toute acquisition obligatoire par le nouveau gouvernement des IV. Dans l'éventualité d'une acquisition obligatoire légale, les représentants du gouvernement du RS ont insisté pour qu'il y ait une compensation complète et adéquate. Les représentants de la LIBA sont revenus sur les droits miniers en insistant sur le fait qu'il devrait y avoir un partage équitable des revenus miniers.

21. Conformément aux dispositions de l'accord LIBA-RS, la Constitution des IV, adoptée en décembre 1983, prévoit les garanties suivantes en matière de droits de propriété:

Section 20

“Toute personne sera protégée contre l'acquisition forcée de sa propriété, sauf si l'acquisition est dans l'intérêt de la défense, de la sécurité publique, de l'ordre public, de la moralité publique, de la santé publique, de l'aménagement du territoire, du développement ou de l'utilisation de cette propriété ou d'une autre de manière à promouvoir l'intérêt public ou, dans le cas de terres sous-utilisées, de l'établissement de terres à des fins agricoles. Lorsqu'une propriété est recherchée à l'une de ces fins, son acquisition ne sera légale qu'à condition que la loi prévoie le paiement rapide d'une compensation adéquate et, si l'acquisition est contestée, qu'une décision de justice soit obtenue. La personne dont la propriété est ainsi acquise aura le droit d'accès aux tribunaux des Îles Vanuatu pour déterminer le montant de l'indemnisation.”

22. En 1984, le nouveau gouvernement des IV a adopté la loi sur les Indigènes et la Récupération Économique, dont l'article 2 prévoit que 70% des actions de toute société impliquée dans l'exploitation des minéraux de Vanuatu doivent être détenues par des Vanuatuais autochtones. À la suite de l'application de cette loi, Letters Focus et d'autres citoyens du RS qui constituaient les actionnaires majoritaires de Focus Défense PLC ont perdu leurs actions au profit d'hommes de la LIBA et de politiciens des IV. En 1985, lors de l'assemblée générale annuelle de Focus Défense, M. Letters Focus a été évincé de la société. Bien qu'affligé par cette perte, il s'est consolé en se disant qu'au moins il a pu garder la Focus Ferme.
23. En 1995, dix ans après avoir perdu Focus Défense, Letters Focus a financé la création de l'ONG CABUDURA. CABUDURA est enregistrée aux IV et fait campagne pour l'interdiction du commerce des armes qui, selon elle, est responsable de violations massives des droits de l'homme. Entre 1996 et 2016, CABUDURA a déposé 119 recours devant la Haute Cour des IV, contestant diverses politiques gouvernementales sur le commerce des armes et le traitement des Vanuatuais qui essayent d'arriver aux IV. Sur ces 119 affaires, CABUDURA en a gagné 13.
24. En mars 2017, CABUDURA a produit un rapport de 99 pages intitulé "Affaire de la mort : Le commerce des armes et la crise des réfugiés à Vanuatu". L'argument général du rapport - fondé sur les preuves et l'analyse sur le même - est que le commerce des armes des IV - par le biais d'entreprises comme Focus Défense - a immensément contribué à la guerre prolongée à Vanuatu et à la crise des réfugiés qui en résulte. Le rapport indique que les bombes et les armes chimiques des IV ont largement contribué à la déforestation et au changement climatique à Vanuatu. Le rapport indique que le gouvernement de Vanuatu et les groupes armés ont utilisé des armes chimiques qui ont eu un impact dévastateur sur l'environnement naturel. En conséquence, la productivité agricole a diminué de 37%. Cela a également entraîné la contamination des sources d'eau, ce qui a eu un impact dévastateur sur l'industrie de la pêche. De nombreux pêcheurs de Vanuatu se sont retrouvés sans source de revenus. Les parties belligérantes ont également utilisé des explosifs qui ont endommagé les cultures, le sol, le bétail et les animaux sauvages. De nombreux agriculteurs ont été déplacés. Cette situation a entraîné une grave famine qui a poussé de nombreuses personnes à fuir Vanuatu, non seulement à cause de la guerre mais aussi à cause de la famine. La plupart des Vanuatuais déplacés ont migré vers les IV et sont actuellement concentrés dans la Drago-Zone.
25. À la page 85 du rapport, CABUDURA note ce qui suit : "La guerre à Vanuatu se poursuit parce que les IV fournissent des armes aux deux parties belligérantes. Le gouvernement des IV continue

à vendre des armes au gouvernement de Varanidae en sachant parfaitement que ce dernier ne respecte pas le droit humanitaire international. Le gouvernement des IV a également permis à Focus Défense LPC d'opérer en toute impunité. Focus Défense LPC vend toutes sortes d'armes au gouvernement corrompu de Mero. Le ministre de la défense de Mero est largement connu sur le CK comme "le seigneur de la guerre". Le Seigneur de la Guerre a été accusé par diverses organisations internationales de fournir des armes aux groupes rebelles qui combattent le gouvernement de Varanidae." Lorsque le ministre de la défense des IV a été interrogé sur le rapport de CABUDURA, il a insisté sur le fait que lors de la vente d'armes à Varanidae et à Mero, le gouvernement de Varanidae et Focus Défense LPC insistent sur le respect du droit humanitaire international. Au cours de la Conférence 2021 du Traité sur le Commerce des Armes (TCA) à Genève, en Suisse, 16 États ont félicité les IV comme l'une des rares nations à travers le monde qui a les meilleures pratiques de mise en œuvre du TCA. Le groupe de travail sur l'application effective du traité (WGETI) a fait des éloges similaires.

26. Pour protéger ses frontières des groupes armés de Varanidae et de ceux qui fuient la guerre et la famine, les IV ont fait de ses frontières l'une des plus militarisées au monde. L'armée des IV arrête et renvoie de force régulièrement ceux qui traversent son territoire en provenance de Varanidae, sous prétexte qu'ils pourraient être des "membres terroristes de groupes armés". Les militaires des IV ont également repoussé les groupes armés qui essaient d'entrer les IV par la Drago-Zone. Au fil des ans, la Drago-Zone s'est transformée de facto en un camp de réfugiés, car ceux qui fuient le conflit, le changement climatique et la famine s'y sentent plus en sécurité qu'à l'intérieur des terres de Varanidae. Les militaires des IV ont autorisé le passage dans la Drago-Zone pour des organisations telles que le Comité international de la Croix-Rouge afin de répondre aux besoins fondamentaux des civils qui ont installé des tentes dans la Drago-Zone. Les IV ont cependant refusé d'autoriser quiconque à entrer dans l'intérieur du pays ou d'assumer l'entière responsabilité du bien-être de quiconque dans la Drago-Zone. Cependant, l'armée des IV continue à maintenir l'ordre dans la Drago-Zone. En 2021, CABUDURA a tweeté ce qui suit :



Traduction du tweet:

Il est choquant que le gouvernement des IV refuse de reconnaître qu'il est à l'origine de la crise des réfugiés, que les personnes dans la Drago-Zone sont des réfugiés et d'assumer la responsabilité de leur bien-être. J'invite les conseillers juridiques malavisés du gouvernement à lire ce qui suit :

1) Les considérations juridiques du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés sur la protection des réfugiés pour les personnes fuyant les pays touchés par les conflits et la famine (2017). [http...](#)

2) Sanjula Weerasinghe, "Au chemin du danger : la Protection Internationale dans le Contexte de la Dynamique des liens entre les Conflits ou la Violence et les Catastrophes ou le Changement Climatique (2018) [http....](#) et "Le droit des réfugiés en période de changement climatique, de catastrophe et de conflit " (2020) [http...](#)

1 juin 2021; 311 Retweets; 137 Citations; 6.5K J'aime

27. Alors que la guerre des Varanidae continue, la population de la Drago-Zone continue d'augmenter. En 2019, il y avait environ 39 000 personnes, la plupart des femmes et des enfants. Environ 70 % des personnes de la Drago-Zone sont détenues dans des camps fermés surpeuplés et tenus par des militaires, avec de sévères restrictions à leur liberté de mouvement. L'armée des IV justifie ces restrictions par des raisons de sécurité. Sans vaccins, équipement médical suffisant et grave pénurie de masques, en décembre 2021, environ 9 000 personnes sont mortes du COVID-19 dans la Drago-Zone. Entre 2020 et 2022, il y a eu des épidémies de choléra et de dysenterie à Drago-Zone qui ont fait plus de 1000 morts. À plusieurs occasions, l'armée des IV a fait don de fournitures médicales à des ONG qui travaillent dans la Drago-Zone. Le personnel médical de l'armée des IV a également aidé à prendre soin des malades dans la Drago-Zone. CABUDURA et d'autres organisations de défense des droits de l'homme continuent de signaler que si l'aide de l'armée des IV est appréciée, de nombreuses autres vies pourraient être sauvées si les IV permettait aux habitants de la Drago-Zone d'accéder aux hôpitaux et aux établissements de santé des IV. En outre, les organisations de défense des droits de l'homme n'ont cessé de souligner la nécessité d'un enseignement élémentaire adéquat dans la Drago-Zone. Actuellement, environ 4500 enfants n'ont pas accès à l'éducation à Drago-Zone. En 2021, l'armée des IV a conclu un accord avec des écoles primaires privées le long de la frontière pour donner accès à environ 1500 enfants de la Drago-Zone. Chaque jour d'école, l'armée des IV fournit des camions militaires et du personnel pour transporter les enfants vers et depuis l'école.

28. En 2022, pour faire face à ce qu'il a appelé la "menace frontalière de la Drago-Zone", le gouvernement des IV a signé le partenariat IV-Mero pour la migration. Dans ce partenariat, les IV ont accepté de donner à Mero 50 millions de dollars varaniens (équivalent à 40 millions de dollars américains) pour permettre à les IV d'envoyer des personnes dans la Drago-Zone à Mero. Les IV s'engagent également à prendre en charge les frais de traitement et d'intégration de chaque personne relocalisée. Le gouvernement des IV a décrit cet accord comme un "partenariat humanitaire destiné à sauver des vies". Entre janvier et juillet 2022, 940 personnes au total ont été relocalisées depuis la Drago-Zone jusqu'à Mero. Il y a eu des protestations dans la Drago-Zone, en particulier de la part de ceux qui estimaient qu'il n'y avait pas suffisamment de consultations avant la relocalisation. Un sondage réalisé par CABUDURA a montré que parmi les personnes relocalisées à Mero, 40% étaient favorables à la relocalisation, 13% contre et 47% ont refusé de commenter car ils pensaient que cela pourrait conduire à leur victimisation. Ceux qui ont refusé d'être relogés appartiennent à un groupe ethnique minoritaire de Varanidae qui craignent d'être renvoyés dans leur pays d'origine où ils risquent d'être persécutés pour avoir prétendument soutenu certains des groupes armés. Lorsqu'on leur a demandé s'ils préféreraient être à Mero ou à les IV, 80% ont préféré les IV. En septembre 2022, CABUDURA a réussi à obtenir une ordonnance

de la Haute Cour des IV interdisant au gouvernement d'effectuer de nouvelles réinstallations jusqu'à ce que la Cour se prononce sur la légalité de ces transferts. La Haute Cour n'a pas encore rendu de jugement sur le fond de l'affaire.

- 29.** CABUDURA n'a pas été la seule ONG de défense des droits de l'homme dans les IV à signaler des allégations de violations des droits de l'homme. Des organisations internationales et des experts de l'ONU ont également affirmé dans leurs rapports l'absence du respect, de la protection et de la réalisation des droits de l'homme par les IV. En juillet 2017, le rapporteur spécial des Nations Unies sur l'Extrême Pauvreté et les Droits de l'Homme a présenté son rapport sur les IV au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies. Le paragraphe 7 de la page 3 du rapport indique ce qui suit:

“Bien que 34 ans se soient écoulés depuis que les IV ont obtenu son indépendance politique de la domination coloniale, les IV n'ont pas encore atteint son indépendance économique. L'extrême pauvreté de nombreux Varanusiens peut s'expliquer par cette dépossession continue des terres. Les IV ont toujours été agraires. Dans la période précoloniale, les terres agricoles aux IV ont toujours apporté une contribution essentielle au progrès social et économique, à l'égalité, à la réduction de la pauvreté, à la paix et à la sécurité. La terre n'est pas seulement la source d'opportunités économiques et de bénéfices pour les Varanusiens, mais elle fait partie intégrante de leur dignité.”

- 30.** Des experts du Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains, du Programme des Nations Unies pour le Développement et de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ont fait des remarques similaires concernant l'importance de la terre pour la population locale. Dans ses recommandations, le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur l'Extrême Pauvreté a également noté à la page 24, paragraphe 17, que "les IV devraient rechercher des opportunités d'améliorer la pénétration d'Internet - en particulier dans les zones rurales - et le gouvernement devrait examiner les opportunités présentées par les technologies émergentes, y compris les technologies de l'information dans la réduction de la pauvreté.”
- 31.** En juin 2018, un coup d'État militaire a entraîné la destitution du président KD et son remplacement par le commandant Kōzō. Le commandant Kōzō appartient à la tribu de Vara. Il y a eu des rapports et des affirmations dans la région selon lesquels le coup d'État a été soutenu par le gouvernement de Varanidae qui, pendant longtemps, s'est senti lésé par le fait que les IV auraient alimenté le conflit à Varanidae. En décembre 2018, le commandant Kōzō, qui avait depuis assumé la présidence des IV, a annoncé l'arrêt immédiat de la vente d'armes des IV à toute nation ou groupe impliqué dans un conflit armé. Citant le rapport du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur l'Extrême Pauvreté et les Droits de l'Homme, le commandant Kōzō a argumenté que son gouvernement n'était "pas lié par des arrangements et des accords coloniaux visant à perpétuer le colonialisme".
- 32.** Entre 2019 et 2020, le nouveau Gouvernement a mené de larges consultations sur la question de la réforme agraire. En janvier 2021, le gouvernement du président Kōzō a déposé un projet de loi d'amendement constitutionnel visant à encadrer l'acquisition obligatoire de terres sans compensation. Le 16 juin 2021, l'amendement constitutionnel numéro 3 a été adopté. L'amendement constitutionnel numéro 3 modifie l'article 20 de la Constitution des Îles Varanus de 1983, pour inclure les sous-sections suivantes :

“a) Lues conjointement avec les dispositions sur les droits de propriété, les peuples de Varanus reconnaissent que la terre est un patrimoine commun de tous les citoyens, lequel doit être sauvegardé par l'État pour les générations futures. Les peuples des Îles de Varanus reconnaissent la nécessité d'une réforme agraire urgente et accélérée pour remédier aux

injustices du passé qui ont été infligées à la majorité des Varanusiens et reconnaissent la faim de terres parmi les dépossédés.

b) En cas d'expropriation d'un terrain et de ses améliorations aux fins d'une réforme agraire, le montant de l'indemnité payable peut être nul. Aucune indemnisation ne sera payable pour les terres qui ont été volées pendant le colonialisme, à l'exception des améliorations apportées à ces terres avant leur acquisition, cependant, les temples coloniaux construits sur les sanctuaires sacrés de la majorité des Varanusiens ne doivent pas être considérés comme des "améliorations" dans ce contexte.

c) Une personne ayant un droit ou un intérêt sur la terre ainsi acquise pendant le colonialisme conformément à la sous-section (b) ci-dessus ne doit pas s'adresser à un tribunal pour contester l'acquisition de la terre par l'État, et aucun tribunal ne peut connaître d'une telle contestation."

33. Dans le matin du 17 juin 2021, il y avait une vidéo tendance sur Twitter qui montrait d'éminents politiciens et plusieurs juges faisant la fête dans la nuit du 16 juin 2021 pour célébrer l'adoption de l'amendement constitutionnel numéro 3. Dans la vidéo, certains juges sont vus dans leurs vêtements traditionnels et leurs visages enduits de craie blanche et de cendres dansant et remerciant leurs ancêtres et le dieu dragon de Komodo d'avoir retourné leur terre. La vidéo a déclenché un débat acharné avec de nombreux avocats constitutionnels qui ont fait valoir que ces juges seraient perçus comme compromis dans les futurs litiges très probables sur la question foncière. L'une des personnes qui s'est exprimée ouvertement à ce sujet était M. Letters Focus qui a tweeté comme suit :



Traduction du tweet:

Si vous attendiez que des juges obsédés par le vaudou, ces vieux qui dansent toute la nuit avec des visages peints en cendre, remédient aux violations massives des droits de l'homme, alors vous n'y avez pas prêté attention. Varanus a perdu l'intrigue il y a longtemps, nous avons perdu le focus.

17 juin 2021; 1.8K Retweets; 403 Citations; 17.9K J'aime

34. Le 18 juin, M. Letters Focus a également publié un article d'opinion intitulé "*Abacadabra: les juges-vaudou et la crise des droits de l'homme dans les îles Varanus*". Dans l'article, il a fait référence à un tweet qui, selon lui, était une menace proférée contre lui par le juge Dare Guru. Le

le juge Dare Guru est le juge en chef de la Cour Constitutionnelle des IV. Dans le tweet référencé, le juge en chef a noté ce qui suit:



Traduction du tweet:

La sagesse de ce vieil est que celui dont les mains ont été dans le pot de poivre ne doit pas toucher ses yeux. #RéformeAgraire.

17 juin 2021; 6.4K Retweets; 789 Citations; 19.5K J'aime

Lorsqu'il a été contacté pour commentaires par les journaux locaux, le juge en chef a nié que ses commentaires s'adressaient à M. Letters Focus. Il a insisté comme suit: "Comme tout le monde, j'ai la liberté d'expression qui englobe le partage d'informations, même ainsi, impactant ce que je crois être la sagesse. Je ne ciblais ni ne faisais référence à M. Focus. Et permettez-moi d'être clair, nous vivons dans un pays laïc, où toutes les religions et croyances sont également protégées."

- 35. Le 19 juin 2021, Letters Focus a reçu une lettre du gouvernement concernant la Focus Ferme et le temple principal du Letter. La lettre lui a informé que les deux devaient être obligatoirement acquis sans compensation en vertu de l'amendement constitutionnel numéro 3. La lettre était datée du 18 juin 2021. Au 30 juin 2021, Letters Focus avait été effectivement retiré de la Focus Ferme. De nombreux journaux locaux ont rapporté que la Focus Ferme avait été donnée à un proche parent du président Kōzō.
- 36. Bá Juqour est un descendant d'une famille royale de la tribu de Juqour. Le gouvernement des IV le reconnaît comme le roi de cérémonie des peuples de Juqour. Bá Juqour est également connu dans le monde entier comme militant des droits fonciers des peuples autochtones. Depuis plusieurs années, il exprime les griefs du peuple indigène de Juqor, à qui les terres de la Focus Ferme ont été prises. Le 30 juin 2021, il a tweeté comme suit :



Bá Juqour
@ChiefJuqour

You may all dance with ashes on your faces thanking ancestors and saying "our land is back." But back to who? Indigenous lands of the Juqour people have passed from one robber to another. Our lands, the ones with the sacred Komodo Dragon Caves were grabbed by OG warriors, then by the colonial invaders, now they have gone back to descendants of OG warriors. In the eyes of the Juqour, it does not matter which race or tribe robbed us, the bottom line is we were dispossessed of our lands.
[#TheLandStruggleContinues.](#)

3:03 PM · Jun 30, 2021

37 Retweets 16 Quote Tweets 201 Likes



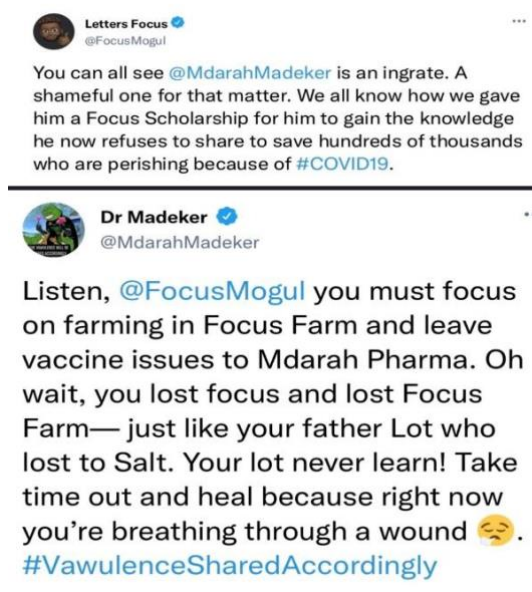
Traduction du tweet:

Vous pouvez tous danser avec des cendres sur vos visages en remerciant les ancêtres et en disant "notre terre est de retour". Mais elle est de retour à qui ? Les terres indigènes du peuple Juqour sont passées d'un voleur à l'autre. Nos terres, celles avec les grottes sacrées du dragon de Komodo ont été saisies par les guerriers OG, puis par les envahisseurs coloniaux, maintenant elles sont revenues aux descendants des guerriers OG. Aux yeux des Juquors, peu importe quelle race ou tribu nous a volé, l'essentiel est que nous avons été dépossédés de nos terres. #LaLuttePourLaTerreContinue.

30 juin 2021; 37 Retweets; 16 Citations; 201 J'aime

37. À la suite de consultations avec ses conseillers juridiques, Bá Juqour s'est adressé à la Cour Constitutionnelle des IV pour contester ce qu'il a qualifié de "réaffectation injustifiée de la Focus Ferme en violation des droits des peuples autochtones". La Cour Constitutionnelle a jugé l'affaire admissible et a décidé d'entendre l'affaire en novembre 2023.
38. Immédiatement, le nouveau propriétaire de la Focus Ferme a commencé à démanteler le temple principal du Letter. Letters Focus a publié un tweet le 31 juin 2021, déclarant: "Notre temple principal est en train d'être détruit! Les IV discriminent les chrétiens! Non seulement c'est une violation flagrante de nos lois directement transposées de l'article 18 du PIDCP, mais les IV sont un État laïc qui agit comme une théocratie pour défendre ses propres croyances! Les 18 engagements sur la foi pour les droits exigent l'égalité de traitement et dénoncent toutes les formes de pratiques discriminatoires! Je constate que plusieurs des 18 engagements sur la foi pour les droits ne sont manifestement pas respectés. #FoiPourLesDroits. #PasDeLaïcitéDoctrinale."
39. Entre-temps, en juillet 2021, Mdarah Pharma a été la première société pharmaceutique du CK à produire un vaccin Covid-19 appelé MdarahVac. Mdarah Pharma a été fondée par le Dr. Mdarah Madeker, virologue de profession. Mdarah Pharma est enregistrée en le RS. Le Dr. Madeker a obtenu une bourse Focus pour fréquenter l'école de médecine de l'URS, où il a excellé dans le département de virologie. Lors de l'audition du vaccin MdarahVac, M. Letters Focus, au nom de Focus Pharmaceuticals - qui est enregistré dans les IV - a approché le Dr. Madeker pour demander une renonciation à ses droits de propriété intellectuelle afin que Focus Pharmaceuticals puisse

produire en masse le vaccin à des fins humanitaires. Déçu par le refus du Dr. Madeker, M. Letters Focus a exprimé sa frustration sur Twitter où une guerre des mots s'est ensuivie.



Traduction du tweet 1:

Vous pouvez tous voir que @MdaradMadeker est un ingrat. Un ingrat honteux, d'ailleurs. Nous savons tous que nous lui avons donné une bourse Focus pour qu'il acquière les connaissances qu'il refuse maintenant de partager pour sauver des centaines de milliers de personnes qui périssent à cause de #COVID19.

Traduction du tweet 2:

Écoutes, @FocusMogul, tu dois te concentrer sur l'agriculture dans la Focus Farme et laisser les problèmes de vaccins à Mdarah Pharma. Oh, attends, tu as perdu ton focus et aussi la Focus Farme - tout comme ton père Lot qui a perdu contre Salt. Ton sort n'apprend jamais! Prends ton temps et guérisses parce qu'en ce moment tu respire à travers une blessure. #VawulenceSharedAccordingly

40. Focus Pharmaceuticals s'est adressé à la Haute Cour des IV pour obtenir une ordonnance obligeant le gouvernement des IV à invoquer l'article 31 des ADPIC et la Loi sur les ADPIC (1996) autorisant des licences obligatoires pour MdarahVac. Dans sa demande, Focus Pharmaceuticals a fourni des preuves détaillées de la crise de santé publique présentée par Covid-19. Ils ont particulièrement noté que Focus Pharmaceuticals voulait produire en masse le vaccin pour sauver la vie de milliers de personnes bloquées dans la Drago-Zone. Ils ont présenté des rapports d'ONG et de l'ONU sur des centaines de personnes décédées du Covid-19 dans la Drago-Zone. L'affaire a été citée sous le nom de Focus Pharmaceuticals c. Mdarah Pharma et le gouvernement des IV. Focus Pharmaceuticals a perdu le procès. Plus tôt en 2020 et 2021, les IV faisaient partie des membres de l'OMC qui ont voté contre la communication [ADPIC IP/C/W/669](#) présentée par l'Afrique du Sud et l'Inde.
41. Une semaine après le jugement de la Haute Cour des IV dans *Focus Pharmaceuticals c. Mdarah Pharma et le gouvernement des IV*, la Commission des services judiciaires des IV a organisé un symposium judiciaire intitulé Les droits de l'homme aux IV: Défis et opportunités. Le juge Dare

Guru était le conférencier principal. Au cours de la séance de questions-réponses, l'un des participants au symposium a demandé au juge en chef si, au cours des dernières années, les IV avaient cessé de respecter les droits de propriété. Le juge en chef Dare Guru a répondu comme suit : "Nous respectons les droits de l'homme, y compris les droits de propriété. Les citoyens ne devraient pas penser que parce que le gouvernement a pris des propriétés de certaines personnes qui les avaient volés, le gouvernement va prendre des propriétés qui les citoyens possèdent légitimement et pour lesquels ils ont travaillé dur."

42. Pendant ce temps, des rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés ont détaillé les conditions épouvantables des civils dans la Drago-Zone. Après sa visite aux IV en 2021, le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les Droits de l'Homme des Migrants a publié un rapport sur les IV dans lequel il fait référence au rapport de CABUDURA de 2017 intitulé "Affaire de la mort : Le commerce des armes et la crise des réfugiés à Varanidae". En juin 2021, CABUDURA a approché la Cour Constitutionnelle des IV en argumentant que les politiques de commerce des armes du gouvernement des IV entre septembre 1967 et mai 2018 étaient incompatibles avec ses obligations internationales. Il été invoqué qu'en raison de ses contributions par le biais de son commerce d'armes, le gouvernement des IV devrait indemniser en partie une liste de personnes déplacées et victimes des droits de l'homme de la guerre civile des Varanidae entre la période susmentionnée. Le gouvernement des IV a argumenté qu'il ne peut être tenu responsable des actions des gouvernements coloniaux et néocoloniaux précédents. Le 2 août 2021, la Cour Constitutionnelle des IV a rejeté l'affaire au motif que CABUDURA n'avait pas le statut juridique pour représenter les habitants de la Drago-Zone et que la Cour Constitutionnelle des IV ne peut exercer sa compétence dans la Drago-Zone.
43. Suite à certaines des recommandations formulées par le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur l'Extrême Pauvreté et les Droits de l'Homme, le ministre de l'information, des sciences et de la technologie aux IV, a publié une feuille de route des IV sur les mégadonnées, l'intelligence artificielle et les technologies émergentes en septembre 2021. Le 4 octobre 2021, le gouvernement des IV a lancé un appel d'offres pour la fourniture d'infrastructures informatiques dans le cadre prévu par la feuille de route. Focus Inc. et MdarahVision ont répondu à l'appel d'offres et ont été pré sélectionnés comme finalistes. Alors que Focus Inc. est enregistrée aux IV, MdarahVision est une société de technologie de l'information appartenant au magnat des affaires, le Dr. Mdarah Madeker, et est enregistrée en RS. MdarahVision a gagné l'appel d'offres. Entre octobre 2021 et mars 2022, MdarahVision a apporté des changements importants et visibles à l'infrastructure des IV, ce qui a permis d'améliorer la prestation de services tels que la santé et l'éducation.
44. Le 16 avril 2022, Focus Inc. a organisé une prise de contrôle hostile de MdarahVision au RS. Une fois aux commandes de MdarahVision, M. Letters Focus a été alerté des pratiques d'appropriation massive de données qui ont été menées par MdarahVision entre janvier 2020 et mars 2022. Il a découvert que dans plusieurs accords signés entre le Gouvernement des IV et MdarahVision, ce dernier s'était vu accorder de larges pouvoirs notamment dans la façon dont ils ont utilisé les données personnelles pour des projets de santé et d'éducation. M. Focus a également découvert qu'il y avait des contrats entre le Gouvernement des IV et MdarahVision remontant à l'époque précédant à l'appel d'offres. L'un de ces contrats était de 2020 où MdarahVision a obtenu l'accès aux données personnelles des Varanusiens aux fins de ses recherches sur le vaccin Covid-19.
45. Immédiatement, M. Letters Focus a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il a révélé ce qu'il a qualifié de "preuve accablante d'abus de données personnelles par le gouvernement des IV". Le mois suivant, Focus Inc. a organisé une conférence sur la justice des données aux IV. De nombreux experts de premier plan en matière de justice des données ont été invités. Une partie du matériel de la conférence qui a été discuté comprenait le [Rapport sur la Justice des Données](#)

de l'Institut Alan Turing et le livre "[Les coûts de la connexion : comment les données colonisent la vie humaine et l'approprient pour le capitalisme](#)" de Nick Couldry et Ulises Mejias. M. Letters Focus était l'orateur principal de la conférence et dans ses remarques liminaires, il a fait référence aux pages 38 et 85 du livre susmentionné, "Le coût de la connexion":

"Je ne suis pas ici pour vous dire que la connectivité à l'internet, les mégadonnées et les technologies émergentes ne peuvent pas jouer un rôle essentiel dans la réalisation des droits de l'homme fondamentaux. Je suis cependant ici pour vous dire qu'il faut être prudent et s'inquiéter du colonialisme des données. Pour citer le matériel de la Conférence, le livre de Nick et Ulises : nous sommes à l'ère de l'Empire des Nuages dans lequel nous assistons à une régression vers des formes flagrantes d'appropriation qui ont beaucoup en commun avec la logique économique du colonialisme historique... Contrairement aux premières formes d'impérialisme, l'empire des nuages n'est pas fondé sur le désir militaire ou politique manifeste d'un État particulier de contrôler des territoires. Au lieu de cela, il opère de manière plus informelle, cherchant à rendre toute la vie disponible à la capitalisation à travers les données non pas par la force brute mais en soutenant l'expansion des espaces exploitables... Si le colonialisme historique était une appropriation de la terre, des corps et des ressources naturelles, le colonialisme des données peut être compris comme une appropriation des ressources sociales, celle qui représente à la fois une progression du capitalisme et son retour, potentiellement, à des formes d'exploitation plus brutales. C'est parce que la dépossession des ressources sociales opère aujourd'hui d'une manière qui reproduit la façon dont la dépossession des ressources naturelles fonctionnait autrefois que nous soutenons que les relations de données recréent une forme de pouvoir colonisateur. Dans ce schéma colonial, la colonie n'est pas un lieu géographique mais une réalité augmentée dans laquelle nous menons nos interactions sociales dans des conditions d'extraction continue de données. Les ressources qui sont colonisées sont les associations, les normes, les codes, les connaissances et les significations qui nous aident à maintenir les liens sociaux, les processus humains et matériels qui constituent l'activité économique et l'espace du sujet à partir duquel nous affrontons le monde social."

Après avoir entendu parler de l'ampleur du scandale des IV sur l'appropriation des données, plusieurs participants - certains qui se sont identifiés comme des victimes du scandale - ont exhorté Focus Inc. à engager des poursuites judiciaires contre le gouvernement des IV.

- 46.** Le 29 mai 2022, M. Letters Focus et les représentants autorisés de CABUDURA, Focus Pharmaceuticals et Focus Inc. se sont rencontrés pour discuter de ce qu'ils considéraient comme une pléthore de violations des droits de l'homme par le gouvernement des IV. Il a été convenu que CABUDURA et M. Letters Focus - en son propre nom et en représentant Focus Inc. et Focus Pharmaceuticals - devraient approcher le CKDH pour demander à la Cour de juger et de déclarer ce qui suit :
- a)** L'acquisition forcée de la Focus Ferme et du temple principal du Letter sans compensation, et le refus d'octroyer une licence à MdarahVac sont incompatibles avec les obligations internationales des IV en matière de droits de l'homme;
 - b)** Le commerce des armes des IV et son traitement des réfugiés Varanidiens dans la Drago-Zone sont incompatibles avec ses obligations internationales en matière de droits de l'homme;
 - c)** Les accords entre les IV et MdarahVision et le colonialisme, l'expropriation et l'exploitation des données qui en résultent sont incompatibles avec les obligations internationales des IV en matière de droits de l'homme.

Instruction

Préparer des mémoires pour les demandeurs (CABUDURA et M. Letters Focus) et pour le défendeur (Îles Varanus) traitant des questions de compétence, de statut juridique, d'admissibilité et de fond de chacune des demandes.